

CODE ROUGE RÉVOLUTIONNAIRES

**L'info marxiste
des informaticiens
anticapitalistes**

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

*Bulletin publié par les militants et
sympathisants NPA de CGI et Cap Gemini*

Contre l'extrême-droite, par nos manifestations et nos grèves, en finir avec 40 ans de politiques antisociales et racistes, de gauche comme de droite

Après la débâcle de sa liste aux Européennes, Macron a dissous l'Assemblée nationale. « Je veux vous redonner le choix », a-t-il dit. Tu parles ! Sous les grands airs, on voit très bien les calculs du politicien pyromane. Celui qui a pavé la voie à l'extrême droite menace maintenant de lui faire une passe décisive. Le « rempart contre l'extrême droite », après avoir mis en musique tous ses thèmes, s'apprête à gouverner avec. Rien d'étonnant : l'un comme l'autre sont des défenseurs acharnés des intérêts du patronat.

Petits arrangements entre meilleurs ennemis

Le ras-le-bol de sept ans de sa politique au service des riches, d'une politique de casse des services les plus essentiels à la population et d'attaques incessantes contre les travailleurs s'est traduit par le vote qui a sanctionné Macron et sa politique.

Mais difficile de s'en réjouir, car c'est l'extrême droite qui tire les marrons du feu, totalisant plus de 40 % des voix exprimées. Certes, l'abstention relativise ce résultat, mais ils sont bel et bien là, avec la recette habituelle des Le Pen-Bardella et autres Zemmour-Marion Maréchal : en pariant sur la haine de Macron, sagement débarrassée de toute haine du capitalisme, le système social qu'ils ont en commun. En la transformant au contraire en haine contre ses cibles déjà désignées, toujours les mêmes : étrangers, immigrés, femmes et minorités de genre, contre les travailleurs les plus exploités. Et en définitive contre toute la classe ouvrière.

Ni les élections ni « l'union de la gauche » ne feront reculer les idées d'extrême droite

Les partis de gauche se sont lancés dans la course des Européennes en ordre dispersé, en ayant tous en tête le leadership pour l'élection présidentielle de 2027. Face à l'inquiétante vague brune, beaucoup espèrent les voir de nouveau s'unir pour l'endiguer. On peut comprendre l'inquiétude.

Mais aucun « front populaire » ou « union de la gauche », dont les différentes moutures ont été responsables de la montée de l'extrême droite des dernières décennies, ne pourront lui faire « barrage », et encore moins maintenant que leurs faibles scores les obligent, pour avoir des députés, à refaire alliance avec Macron, au second tour ou dès le premier.

La nécessité d'une riposte du monde du travail et de la jeunesse

Oui, l'unité de ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite et contre Macron est plus que jamais nécessaire. Mais lutter en commun, ce ne sera pas nous appuyer sur un bulletin commun dans l'urne, mais sur notre force collective, celle de notre nombre, de nos mobilisations. Refuser leur monde, porter la lutte là où nous sommes les plus forts. Dans la rue, en participant, en organisant des rassemblements et des manifestations. Dans les entreprises, faire levier avec notre rôle essentiel de travailleurs : nous faisons tourner toute la société, cela nous donne une force potentielle gigantesque.

Ces idées, ce sont celles que les listes des révolutionnaires ont défendues aux Européennes, en particulier notre liste, « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! ». Celles et ceux qui ont voté pour ces listes ont été peu nombreux, mais ils ont eu raison de le faire. Nous remercions bien sûr toutes celles et ceux qui, malgré le boycott des médias, ont voté pour la liste menée par Selma Labib et Gaël Quirante et nous les appelons à nous rejoindre, car il faut préparer les luttes dès aujourd'hui. Aucune élection n'a le pouvoir d'en finir avec le capitalisme. Mais nous pouvons y exprimer autre chose que la résignation ou l'illusion du « moins pire ». C'est pourquoi les révolutionnaires doivent constituer un pôle aux prochaines élections législatives. En tout cas, le NPA-Révolutionnaires fera tout pour en être.

Éditorial du NPA Révolutionnaires du 10 juin 2024

À CGI, une journée de grève porteuse d'espoir

Ce mardi, près de 60 travailleurs de CGI étaient en grève à l'appel de l'intersyndicale nationale CGT-CFDT de CGI. À l'assemblée générale des grévistes, plusieurs collègues témoignaient de la multiplication des burnouts, des cadences infernales que la direction nous impose. « On devrait pas avoir à se sentir mal au boulot ». Ces conditions de travail intenable s'ajoutent à des salaires en berne, des collègues témoignant de difficultés à finir le mois quand la boîte, elle, se fait autour de 1000€ de bénéfices net par mois par salarié. Malgré les divisions que la direction tente de dresser entre nous, entre différents statuts et niveaux d'ancienneté, force est de constater que nous sommes tous concernés par ces raisons de se révolter et de se battre. D'où la nécessité, rappelée lors de l'assemblée générale, d'une nouvelle journée de mobilisation.

...et à CapGemini aussi !

À CapGemini, c'est le 4 juin dernier qu'une dizaine de travailleurs du site de Mérignac se sont mis en grève pour des augmentations de salaire, dans le cadre d'une journée de mobilisation nationale appelée par la CGT de CapGemini. La colère qui s'était exprimée dans une première grève le 16 mai est toujours là et de nouveaux grévistes ont même rejoint la mobilisation. Car des raisons d'être en colère il y en a, quand on voit que les dirigeants de CapGemini se sont augmentés de 30 % en moyenne, avec Aïman Ezzat, le PDG de la boîte, qui s'est augmenté de 300 000€ l'année ! Des journées de grève qui appellent à des suites.

Changer de boîte pour être mieux payé ?

À CGI comme à Capgemini, les salaires sont tellement bas qu'on peut se dire que, plutôt que de se battre pour de meilleurs salaires ou conditions de travail, il vaut mieux directement changer de boîte. Mais sur les rassemblements de grévistes de CapGemini, on discute de la grève à CGI, et à l'AG des grévistes de CGI on parle de la celle de CapGemini. De quoi nous mettre la puce à l'oreille. Les salaires sont bas partout car les patrons ont tous la même voracité, ils tentent tous de maintenir nos salaires au plus bas face à l'inflation pour augmenter les profits des actionnaires. Et si, aujourd'hui, certains arrivent certes, individuellement, à être embauché ailleurs avec un meilleur salaire, cela peut vite changer. Donc hors de question d'attendre qu'il soit trop tard pour commencer à se battre collectivement !

Rachat de Atos par OnePoint : un avertissement pour nos collègues

Mardi dernier, le conseil d'administration de Atos a annoncé la reprise de l'entreprise par OnePoint. Sur la dette de 5 milliards d'euros annoncée par Atos,

l'entreprise OnePoint a promis d'en effacer 3 milliards. Ce « sauvetage » de Atos annoncé par OnePoint ne sera qu'un sauvetage pour ses actionnaires et va se traduire par des attaques contre les salariés. La promesse de OnePoint de préserver les 95 000 emplois, c'est le pipeau habituel des boîtes qui rachètent d'autres pour les rendre « profitables » en imposant de lourdes contreparties aux travailleurs et en taillant dans les effectifs.

Nouvelle-Calédonie : huitième mort depuis le début de la révolte

Un Kanak de 26 ans a été tué d'une balle dans la tête à Païta, sur la route menant de Nouméa à l'aéroport international, longtemps bloquée par les indépendantistes. Les gendarmes invoquent la légitime défense, mais les militants indépendantistes locaux ont une autre version des faits. Selon eux, des automobilistes ont profité du déblaiement de la route par les forces de l'ordre pour passer « à vive allure en ouvrant le feu avec des balles réelles sur nos jeunes ». Ils accusent les milices loyalistes de ce crime.

Droits des enfants lors des conflits : Israël bientôt sur la « liste de la honte »

Chaque année, l'ONU publie un rapport sur les violations des droits des enfants et leurs responsables : on parle d'enfants tués et mutilés, recrutements, enlèvements ou violences sexuelles. Après les forces armées russes, l'armée israélienne vient s'ajouter à cette « liste de la honte » cette année. Cette mesure symbolique ne ramènera pas à la vie les dizaines de milliers d'enfants palestiniens tués par l'État sioniste mais cela met à mal la culture d'impunité dont celui-ci a bénéficié pendant trop longtemps en Occident.

États-Unis : vers un durcissement de la politique migratoire

Alors que Joe Biden arrivait en France pour une visite officielle de cinq jours, son administration faisait savoir qu'elle allait prendre des mesures permettant de fermer temporairement la frontière avec le Mexique en cas d'afflux trop important du nombre de migrants. De plus, au même moment, un décret empêchant ces migrants de bénéficier du droit d'asile est entré en vigueur. De toute évidence une tentative de Biden de séduire une partie de l'électorat conservateur qui penche pour Trump, qui a fait de la lutte contre l'immigration un de ses chevaux de bataille. Mais dans la pratique cette politique va rendre encore plus dangereux le passage de cette frontière déjà considérée comme une des plus meurtrières au monde sans pour autant stopper le flux migratoire. Mais pour Biden, comme pour Trump, la vie d'un migrant vaut moins qu'un bulletin de vote.

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !